

L'application Alerte Attentat taillée en pièces par le Sénat

A la suite des attentats du 13 novembre 2015, le gouvernement avait demandé la création d'un système pour prévenir la population en cas de menaces. Au sein du dispositif « système d'alerte et d'information des populations » (SAIP), il y avait le développement de l'application Alerte Attentat. Cette dernière est au cloué au pilori par un rapport écrit par le sénateur LR Jean-Pierre Vogel et rendu aujourd'hui.

Selon *le Monde* qui a eu accès au document en avant-première, l'édile n'a pas de mots assez durs pour l'application mobile, « *obsolète* », « *défaillant* », ... Il constate notamment qu'elle a été développée dans l'urgence, à peine 5 mois, pour un nombre de téléchargements très limité, 900 000 personnes. Or le sénateur indique qu'il faudrait 5 millions de téléchargements pour atteindre une masse critique pour alerter correctement sur une zone de danger précise.

Successions de ratés

Et que dire des ratés successifs d'Alerte Attentat. Il a connu un couac majeur lors de l'attentat de Nice, le 14 juillet 2016, en envoyant un message d'alerte 2 heures après la survenance des faits, contre une promesse de 15 minutes. Les réseaux sociaux ont largement supplanté l'application, comme le service Security Check de Facebook, notamment utilisé à l'occasion des événements du 13 novembre 2015. Le ministère de l'Intérieur avait demandé des explications au prestataire Deveryware, développeur de l'application, pour au final conclure à « *une succession de précipitations, de mauvaises communications et de malchance* ».

Alerte Attentat a également commis des fausses alertes ou mal identifiées comme à Paris (fausse prise d'otages aux Halles) ou à Grasse (fusillade dans un lycée par un élève et non par un terroriste). Conséquence de ces approximations et retards, les autorités n'ont plus confiance dans le système. Au point que la Préfecture de police de Paris émet ses alertes sur Twitter plutôt que via l'application Alerte Attentat.

Une piste avec l'envoi de SMS géo-localisés

Dans son rapport, le sénateur Vogel émet des pistes de réflexion pour trouver une solution. Il cite notamment, la capacité d'envoyer des SMS aux téléphones localisés dans la zone en danger. Un système efficace, mais coûteux car les opérateurs télécoms doivent adapter les infrastructures et les logiciels en conséquence. Un investissement pourtant nécessaire aux yeux de Jean-Pierre Vogel qui pointe du doigt les dérives financières du SAIP.

Ce projet de l'Etat prévoit notamment de remplacer le Réseau National d'Alerte, autrement dit les sirènes, qui sonnent chaque premier mercredi du mois. Cette modernisation va impacter 80% des 44,7 millions d'euros alloués au SAIP jusqu'en 2019.

A lire aussi :

[Google Truster Contacts, un Safety Check avec GPS](#)

[Une multitude de déboires techniques pour l'app Alerte Attentat](#)